

GUIDE DES FORMATIONS

FORMATION CONTINUE

Institut
de Droit
et d'Économie
des Affaires



<http://idea.univ-lyon3.fr>





Nicolas BORGHA
Directeur de l'IDEA

Nous croyons fermement que l'IDEA doit participer à la formation diplômante tout au long de la vie. Elle permet d'assurer une promotion sociale, une actualisation des savoirs, une reconversion professionnelle, un nouveau départ dans une carrière. En résumé, elle est cette bouffée d'oxygène dont nous avons tous besoin après plusieurs années de vie professionnelle active.

Pour cette raison, l'IDEA a développé de longue date des masters en formation continue en droit des affaires et fiscalité et en droit social parfaitement en adéquation avec les attentes du marché de l'emploi.

Ces masters sont les mêmes qu'en formation initiale, mais adaptés au temps de la vie professionnelle et familiale. L'équipe pédagogique et administrative encadre les deux années de formation avec bienveillance et exigence afin de permettre à chacun de gagner en compétence progressivement, aussi bien à l'écrit qu'à l'oral.

Bien entendu, pendant ces deux années, le travail en présentiel et personnel est intense. Il arrive aux auditeurs de traverser des moments de doute mais généralement, la sélection des dossiers permet de garantir des profils en capacité de mener à terme leur projet dans les meilleures conditions.

Ainsi, chaque année, les promotions diplômées ont plaisir à se retrouver lors de la cérémonie, formelle mais conviviale, de remise des diplômes.



LES + DE LA FORMATION

- Une organisation compatible avec le maintien d'une activité professionnelle.
- Une équipe pédagogique composée de praticiens et d'universitaires hautement qualifiés.
- Une priorité donnée au travail en équipe de façon à favoriser les échanges et la capitalisation des expériences et savoirs.
- Une direction et un personnel administratif à l'écoute des auditeurs.
- L'IDEA, un acteur majeur de la formation tout au long de la vie. Nous vous proposons trois types de programmes consacrés aux professionnels.

NOS DIPLÔMES

Master mention droit des affaires parcours droit des affaires et fiscalité

Master mention droit social parcours droit social et relations du travail

Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise (DJCE)

MASTER MENTION DROIT DES AFFAIRES PARCOURS DROIT DES AFFAIRES ET FISCALITÉ :

■ 1-OBJECTIF DE LA FORMATION

Formation de master qui propose une approche pratique et complète en droit des affaires, spécialisation qui vise à renforcer et à approfondir les connaissances en droit fiscal, en droit des sociétés et de l'entreprise, en droit social, l'IDEA offre une formation juridique d'excellence, à des auditeurs en cours de vie professionnelle, par l'organisation de séminaires animés par des praticiens et des universitaires. Cette formation est sanctionnée par un Master mention droit des affaires-parcours « droit des affaires et fiscalité » (Diplôme national).

■ 2-PUBLIC

Cadres, juristes d'entreprise, avocats, responsables de banque ou toute personne désirant se spécialiser en droit des affaires, ou acquérir une compétence spécifique en droit fiscal, en droit social et en droit des sociétés et de l'entreprise.

■ 3-DÉROULEMENT

Ce master est organisé de décembre à décembre et de façon à être compatible avec l'exercice d'une activité professionnelle.

Le volume global est d'environ 400 heures sur 2 ans, à raison de 2 jours 1/2 tous les mois (jeudi, vendredi et samedi matin).

Journée d'intégration en décembre et début des cours en janvier.

■ 4 - MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

La méthode mise en œuvre est diversifiée et individualisée, s'appuyant systématiquement sur l'alternance d'apports théoriques et de cas pratiques. Le stagiaire est accompagné pendant toute la durée de sa formation afin de faciliter son parcours professionnel. Le suivi de son mémoire est assuré par un directeur de recherche.

■ 5-MODALITÉ D'ÉVALUATION

L'évaluation comprend :

- Des évaluations pour chacun des modules, sous formes de cas pratique ou d'épreuves écrites
- La rédaction d'un mémoire et sa soutenance, avec l'accompagnement du Directeur de l'IDEA et d'un intervenant du Master

■ 6-CONDITIONS D'ACCÈS ET SÉLECTION

Maîtrise en droit, Master 1 en droit ou d'un titre équivalent, et/ou d'une expérience professionnelle jugée équivalente. A réception des dossiers de candidature, une première sélection est faite par le responsable du diplôme. Les candidats sélectionnés sont conviés ensuite à un entretien. Pour les candidats non titulaires des diplômes permettant un accès de plein droit, l'admission est soumise à une décision de la Commission de Validation des Acquis Professionnels et Personnels (VAPP) : ce type de procédure (régie par la loi de 1985) permet de demander l'accès à la préparation d'un diplôme pour lequel le diplôme de niveau inférieur n'est pas détenu par le candidat).

■ 7-INSCRIPTIONS

La demande de dossier peut être effectuée par téléchargement sur le site de l'IDEA : <http://idea.univ-lyon3.fr/>

■ 8 - COÛT

Frais pédagogiques : 6 420 euros (hors droits d'inscription universitaires) ou 1 650 euros par thème (hors droits d'inscription universitaires).

Le programme :

Les intitulés et différents aspects des thèmes sont donnés à titre indicatif.

Le programme a été construit par thèmes transversaux intégrant les aspects de droit des sociétés, de droit fiscal, de droit social et de comptabilité. Des thèmes spécifiques et un cycle de conférences viennent le compléter.

Total : 390 heures- 2 années de formations

1^{ère} année de formation

THEME 1 - LE CHOIX DE LA FORME DE L'ENTREPRISE

- Société ou entreprise individuelle : critères du choix, les statuts
- Les pactes d'actionnaires
- Initiation aux techniques contractuelles
- Les différents régimes d'imposition des entreprises : les états financiers, fonctionnement et méthodologie, détermination du résultat.
- Régime fiscal des apports-fusions
- L'embauche et le statut social du dirigeant
- Le contrat de travail
- Comptabilité : les comptes annuels, résultats, trésorerie et diagnostic

THEME 2 - LES RELATIONS DANS L'ENTREPRISE

- La responsabilité des dirigeants (civile, pénale, fiscale)
- Négociations collectives
- Corporate Governance
- Le choix de la formule de management (président, directeur général)
- La fiscalité des dirigeants
- Rupture du contrat de travail pour causes personnelles
- Rémunération et épargne collectives
- Retraite et prévoyance
- Conflits d'intérêts
- Conventions réglementées-libres/interdites- (intérêt social)
- Abus de majorité/minorité - Protection des minoritaires
- Institutions représentatives du personnel
- Comptabilité : Consolidation thème 1 et normalisation et profession comptable

THEME 3 - DROIT INTERNATIONAL DES SOCIETES

- Initiation techniques contractuelles
- La notion de groupe en droit des sociétés
- Sociétés et capitaux en mouvement : nationalité et siège, circulation dans l'espace européen
- Droit européen des sociétés :
- Circulation des hommes et des fonds
- Mobilité internationale
- Comptabilité : Imposition des personnes physiques

THEME 4 -LES GROUPES

- Régime mère-fille
- Intégration fiscale
- Subventions et abandons de créances intra-groupe
- Fiscalité internationale : conventions internationales
- Régimes de distribution de dividendes au niveau international
- La notion de groupe en Droit social
- Comptabilité : imposition des entreprises

THEME 5 - LES OPERATIONS SUR LE CAPITAL

- Fonction du capital social
- Opérations sur capital social : augmentation-réduction-coup d'accordéon
- Valeurs mobilières
- Comptabilité : T.V.A.

THEME 6 - LES RESTRUCTURATIONS

- Restructuration et droit des sociétés, transformation
- Restructuration et droit fiscal
- Restructuration et droit social
- Comptabilité : Coopération-fusions
- scissions - apports partiels d'actifs

2^{ème} année de formation

THEME 7 - LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE

- Vente de fonds de commerce
- Vente de titres
- Négociation d'une opération de cession
- Fiscalité de la transmission d'entreprise
- Participation des salariés

THEME 8 - L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- Fiscalité immobilière
- Bail commercial
- Société civile
- Dissolution et liquidation

THEME 9 - LE DROIT PENAL DANS L'ENTREPRISE

- Aspects généraux
- Aspects fiscaux
- Aspects sociaux « Coaching » pénal »
- Techniques contractuelles
- Protection des entreprises et intelligence économique

THEME 10 - L'ENTREPRISE FACE A L'ADMINISTRATION FISCALE

- Vérification/contentieux fiscal
- Prix de transfert : aspects théoriques et pratiques
- L'administration fiscale

THEMES SPECIFIQUES

- TVA : régime général et TVA intra-communautaire
- Modification et suspension du contrat de travail
- Procédures collectives
- La rémunération
- Techniques contractuelles
- Fiscalité locale - Contribution Economique Territoriale (CET)
- L'épargne collective
- Détermination du résultat fiscal et gestion des déficits
- Gestion patrimoniale + ISF
- Durée et aménagement du temps de travail
- Assiette des cotisations et contrôle URSSAF
- Techniques de communication

CYCLE DE CONFÉRENCES : l'environnement du juriste d'entreprise

- Le recouvrement de créances en France et à l'étranger
- La médiation et l'arbitrage
- L'environnement européen du juriste d'entreprise
- Les organisations économiques (MEDEF)
- Actualités des marchés financiers
- Actualité européenne

LE MASTER VU DE L'INTÉRIEUR



Emanuel DALOZ
Expert-comptable

« Initialement professionnel du chiffre, je sentais la nécessité de renforcer mes connaissances en droit des affaires. J'ai trouvé dans cette formation une approche pratique de la discipline grâce à l'intervention de nombreux juristes et avocats. Mais surtout, ces deux années ont été pour moi l'occasion de me replonger pleinement dans la théorie et d'en retirer des grilles de lectures indispensables à la résolution de cas complexes. Au-delà de la qualité de la formation dispensée, le titre qu'elle me procure me permettra de préparer l'examen du CRF-PA ou éventuellement de démarrer une recherche en vue de rédiger une thèse autour de la matière fiscale. »

MASTER MENTION DROIT SOCIAL

PARCOURS DROIT SOCIAL ET RELATIONS DU TRAVAIL :

■ 1 - OBJECTIF

Permettre à des personnes dans la vie active de renforcer et approfondir leurs connaissances en Droit social (droit du travail et droit de la protection sociale). Il est possible aussi de s'y inscrire en vue d'une reconversion professionnelle. L'approche pédagogique est tout à la fois pratique et théorique mais toujours interactive. Il s'agit de former des juristes rigoureux. Les séminaires sont animés par des praticiens et des universitaires de haut niveau.

Cette formation qui se déroule sur 2 années est sanctionnée par le Master de « Droit social et relations du travail » (Diplôme national).

■ 2 - PUBLIC

DRH, responsables du personnel, cadres, juristes d'entreprise, avocats, assistants ou collaborateurs de la fonction personnel, juristes de cabinet d'expertise comptable, représentants du personnel ou toute personne désirant se spécialiser ou acquérir une compétence spécifique en Droit social, ou confrontée à l'application du droit du travail dans ses activités professionnelles.

■ 3 - DÉROULEMENT

Ce Master est organisé de décembre à décembre et de façon à être compatible avec l'exercice d'une activité professionnelle.

Le volume global est de 400 Heures sur 2 ans, à raison de 2 jours 1/2 tous les mois. (Jeudi, vendredi et samedi matin)

Journée d'intégration en décembre et début des cours en janvier.

■ 4 - MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

La méthode mise en œuvre est diversifiée et individualisée, s'appuyant systématiquement sur l'alternance d'apports théoriques et de cas pratiques. Le stagiaire est accompagné pendant toute la durée de sa formation afin de faciliter son parcours professionnel.

■ 5-MODALITÉ D'ÉVALUATION

Le contrôle des aptitudes comprend une évaluation continue des connaissances, la rédaction d'un mémoire et la soutenance du mémoire. Sont déclarés admis, les auditeurs ayant obtenu la moyenne à l'ensemble du contrôle des aptitudes, c'est à dire 180 points sur 360, selon le régime d'examen.

■ 6 - CONDITIONS D'ACCÈS ET SÉLECTION

Maîtrise en droit, Master 1 en droit ou d'un titre équivalent, et/ou d'une expérience jugée équivalente au titre de la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience).

A réception des dossiers de candidature, une première sélection est faite par le responsable du diplôme. Les candidats sélectionnés sont conviés ensuite à un entretien.

Pour les candidats non titulaires des diplômes permettant un accès de droit, l'admission est soumise à une décision de la commission de Validation des Acquis Professionnelles et Personnels (VAPP) : ce type de procédure (régé par la loi de 1985) permet de demander l'accès à la préparation d'un diplôme pour lequel le diplôme de niveau inférieur n'est pas détenu par le candidat).

■ 7 - INSCRIPTIONS

La demande de dossier peut être effectuée par téléchargement sur le site de l'IDEA : <http://idea.univ-lyon3.fr/>

■ 8 - COÛT

Frais pédagogiques : 6 420 euro (hors droits d'inscription universitaires) ou 1 650 euro par module

Programme :

Les intitulés et différents aspects des thèmes sont donnés à titre indicatif. Les enseignements constituent en une remise à niveau à l'aide de questionnaires suivie de cas pratiques.

Total : 400 heures - 2 années de formations

1^{ère} année de formation

UE 1 : MODULE 1 : DROIT DES RELATIONS INDIVIDUELLES DE TRAVAIL

- Contrat de travail
- Droit disciplinaire
- Modification de contrat
- Rupture du contrat
- Durée de travail
- Congés payés
- Rédaction et clause de contrat

UE 2 : MODULE 2 : SÉCURITÉ ET SANTÉ AU TRAVAIL

- AT/MP - Qualification - réparation - tarification
- licenciement Inaptitude - reclassement
- Prévention des risques et responsabilité pénale

UE 3 : MODULE 3 : POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

- gestion de la paie
- Rémunération
- Participation et intéressement, épargne salariale
- Assiette des cotisations assujettissement
- Contrôle Urssaf

2^{ème} année de formation

UE 4 : MODULE 4 : DROIT DES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

- Conflits collectifs
- Négociations collectives
- Comité social et économique (CSE) :
- Mise en place
- Organisation et attribution
- Syndicats
- Licenciement des RP

UE 5 : MODULE 5 : PROTECTION SOCIALE

- Droit des prestations (chômage)
- Protection sociale complémentaire et retraite complémentaire
- Détachement-expatriation

UE 6 : MODULE 6 : CONTENTIEUX SOCIAL

- Contentieux administratif
- Procédures collectives et droit social
- Contentieux prud'homal
- Contentieux de la sécurité
- Travail dissimulé

UE 7 : MODULE 7 : THÈMES SPÉCIFIQUES

- Droit à la formation professionnelle
- Mémoire
- Audit social
- Actualisation
- Bilan

UE 8 : MODULE 8 : MODULE MÉMOIRE

Mémoire

DIPLÔME DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE

■ 1 - OBJECTIFS

L'objectif de cette formation professionnelle est de proposer une spécialisation qui vise à renforcer l'expertise des auditeurs au traitement pratique de tous les aspects juridiques, fiscaux, sociaux et contractuels d'une entreprise.

■ 2 - CONDITIONS D'ACCÈS ET SÉLECTION

Peuvent solliciter leur inscription au Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise en Formation continue les candidats titulaires du Master Droit des Affaires et Fiscalité en formation continue délivré par l'IDEA, ayant obtenu ce diplôme avec la moyenne générale d'au moins 14/20.

La sélection des candidats se fait sur dossier et sur entretien.

■ 3 - Dérroulement

Cette formation est organisée de décembre à juillet et de façon à être compatible avec l'exercice d'une activité professionnelle. Volume global de 120 heures sur 6 mois. Journée d'intégration en décembre ou janvier et début des cours en janvier.

■ 4 - MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

La méthode mise en œuvre est diversifiée et individualisée, s'appuyant systématiquement sur l'alternance d'apports théoriques et de cas pratiques. L'auditeur est accompagné pendant toute la durée de la formation afin de faciliter son parcours professionnel.

■ 5-MODALITÉ D'ÉVALUATION

L'évaluation comprend :

- Un écrit
- Un grand oral

■ 6 - INSCRIPTIONS

La demande d'inscription se fait à l'issue du Master Droit des Affaires et Fiscalité en formation continue délivré par l'IDEA.

■ 7 - COÛT

Frais pédagogiques : 4 300 euros (hors droits d'inscription universitaires)

PROGRAMME

Total : 120 heures - 6 mois de formation

DROIT FISCAL APPROFONDI

Droit des sociétés approfondi

DROIT SOCIAL APPROFONDI

DROIT DE LA DISTRIBUTION

LES BAUX COMMERCIAUX

TECHNIQUES DE COMMUNICATION

PROCÉDURE CIVILE

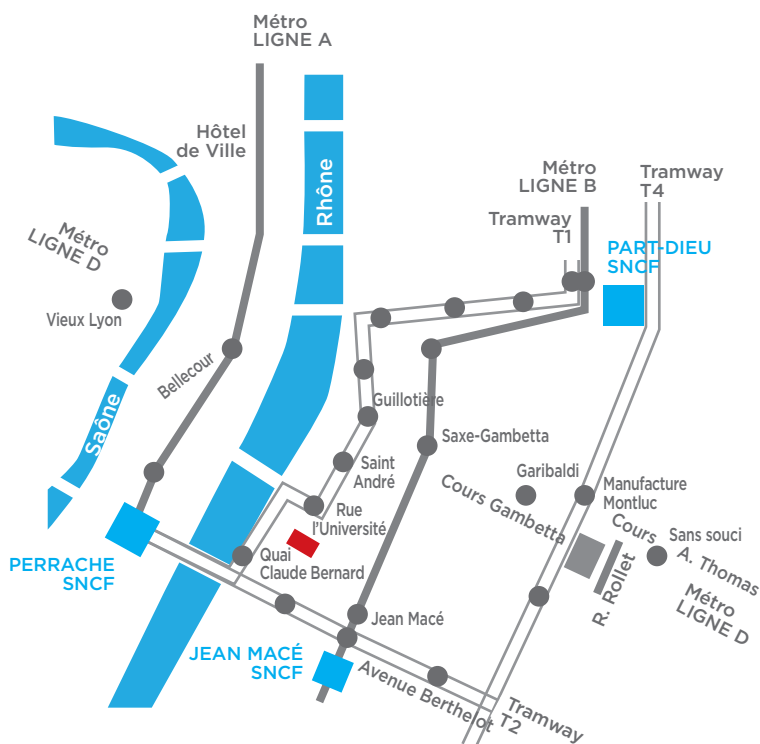
PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

PROCÉDURES COLLECTIVES

<http://idea.univ-lyon3.fr>

IDEA LYON

INSTITUT DE DROIT ET D'ÉCONOMIE DES AFFAIRES



Votre contact

Fatma MERROUCHE
Responsable administrative de
la Formation continue de l'IDEA
Tél. : 04.78.78.71.95
idea@univ-lyon3.fr

Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3
IDEA 1C avenue des frères Lumière
CS 78242 - 69372 Lyon cedex 08

Adresse géographique :

18 rue Chevreul - 69007 LYON